

l'opposition, qui, le premier, a accordé un tarif de faveur aux produits de la mère patrie sur le marché canadien.

Bien plus, le premier qui ait envoyé des troupes canadiennes au delà des mers, pour prêter secours à la mère patrie, c'est encore le chef actuel de l'opposition. De pareilles occasions s'étaient présentées pour ses prédécesseurs, mais ils avaient refusé d'en profiter; quelques-uns de ceux qui ont aidé au Gouvernement actuel à arriver au pouvoir en 1911, s'étaient séparés du parti libéral précisément parce que le premier ministre d'alors (sir Wilfrid Laurier) avait envoyé des troupes dans le Sud-Africain.

Personne n'a le droit de mettre en doute le patriotisme du parti libéral au Canada. A toutes les pages de l'histoire politique de l'Angleterre, on constate que c'est le grand parti libéral qui a été à la tête de la plupart des grandes réformes nationales, et je m'insurge contre cette prétention de vouloir faire passer le parti libéral comme un parti dénué de patriotisme.

Depuis le commencement de la guerre, les membres de la gauche ont appuyé toutes les mesures de guerre que le Gouvernement a déposées, mais ils refusent leur appui à un projet qui n'est pas une mesure de guerre, mais uniquement destiné à assurer le triomphe du Gouvernement dans la prochaine élection.

M. STEVENS: Que dites-vous de la conscription?

L'hon. M. GRAHAM: L'honorable député n'a pas à m'interroger sur cette question. Il a parlé en faveur de la conscription dans les parties du pays où cette mesure était populaire, tandis que je l'ai défendue, bien qu'elle fût impopulaire dans mon propre comté.

M. STEVENS: C'est la raison pour laquelle vous l'avez combattue.

L'hon. M. GRAHAM: Combattu quoi?

M. STEVENS: Vous avez combattu la conscription, parce qu'elle n'était pas populaire dans votre comté.

Quelques DEPUTÉS: Réveillez-vous.

L'hon. M. GRAHAM: L'honorable député n'est pas au courant de ce qui s'est passé. Je n'ai pas combattu la conscription. Depuis la déclaration de la guerre il n'y a pas eu de libéraux ni de conservateurs, quand il s'est agi de faire des sacrifices. Les membres de la gauche ont fait ce qu'ils croyaient être leur devoir. Les ministres n'ont pas le droit de dire que celui qui votera pour un candidat libéral à la prochaine élection, votera pour amener au pouvoir un parti qui manque de patriotisme, qui n'est pas dévoué aux intérêts de l'empire. L'opposition a différé d'opinion avec le Gouvernement

[M. Graham.]

sur quelques-uns des moyens à prendre, mais personne n'a fait preuve de plus de patriotisme et de dévouement à l'empire que l'honorable chef de l'opposition. On cherche à faire croire au pays que le parti conservateur est le seul qui soit en faveur de continuer la lutte. De pareilles manœuvres ne sont pas de nature à améliorer la situation; elles feront plutôt tort à la cause de la guerre; elles refroidiront le zèle du public et les ministres le savent parfaitement.

Nous sommes engagés dans une lutte gigantesque; grits et tories, jeunes et vieux, ont fait trêve aux dissensions et luttent coude à coude, pour le plus grand bien de l'humanité.

Selon toute apparence, nous sommes rendus à l'époque où les honorables députés de la droite profitent des courants de l'opinion publique à travers le Dominion, en ce qui regarde la guerre, pour propager leurs opinions politiques, et c'est pourquoi on a déposé ce projet. Je serais prêt à l'appuyer, s'il avait pour but de remporter la victoire, mais on n'a apporté aucun argument établissant que le projet ait en vue d'aider à la poursuite de la guerre. Le ministre du Commerce a, comme lui seul en a le secret, fait un appel des plus éloquents en faveur des veuves et des soldats. Monsieur l'Orateur, nous favorisons tous ce projet; non seulement nous désirons accorder le droit de vote aux veuves et aux parentes des soldats, mais aussi aux veuves de leurs voisins, qui font tout en leur pouvoir pour le succès de la cause commune. Les honorables députés de la droite veulent restreindre le droit de vote, tandis que nous voulons l'étendre. Les gouvernements de la Colombie-Anglaise, de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Ontario, poussés par les amis des honorables députés, ont accordé le droit de vote aux femmes de leurs provinces respectives. On a toujours reconnu comme suffisantes, les qualités qu'il faut avoir pour voter aux élections provinciales, mais, s'il s'agit de remporter la victoire, le Gouvernement fédéral se refuse de reconnaître ces mêmes qualités, comme si les nobles femmes de ces provinces n'étaient pas en mesure de voter en temps de guerre, aussi bien qu'elles le sont en temps de paix. Va-t-on enlever le droit de vote à la femme de celui qui a contribué largement au Fonds patriotique ou à toute autre œuvre de guerre? Est-ce que la femme de journée qui, à même le petit salaire qu'elle gagne, a sacrifié cinquante cents par semaine pour le Fonds patriotique, n'a pas le droit de voter pour la seule raison qu'elle n'a pas de parents au front? Les honorables députés semblent avoir oublié ces paroles: "Elle a fait ce qu'elle a pu." Monsieur